



NPA JEUNES

MAIL : BSJ.NPA@GMAIL.COM

COMMUNIQUÉ

Paris, le 22 mai 2023

Le gouvernement veut expulser les étudiant.e.s des Cités U pour les JO ! Non aux expulsions !

La semaine dernière, plusieurs résidences universitaires d'Île-de-France ont informé leurs résident.e.s de la réquisition de leur logement en juillet 2024 à l'occasion des Jeux olympiques. 3 000 logements sont ainsi concernés et logeront aussi bien du personnel des jeux que des agents de sécurité privée ou des policiers.

Les étudiant.e.s devront libérer leur logement, une source de stress et de préoccupation. Le CROUS promet des solutions alternatives mais nous savons déjà que celles-ci seront insuffisantes. Même dans le cas contraire, cela n'enlève rien au fait que les résident.e.s devront organiser et payer à leur frais deux déménagements, aller et retour, entre juin et septembre.

Ces jeux ne sont rien de plus qu'un gigantesque événement marketing, qui permet à une poignée de patrons de réaliser des profits records. Les uns se gavent des contrats juteux de construction des installations sportives, les autres augmenteront bientôt les prix des spots publicitaires. D'autres encore feront grimper les loyers. Hors de question que les plus précaires trinquent pour leurs profits !

En Île-de-France, on compte près de 400 000 logements vides, dont 18 600 le sont depuis plus de deux ans. Ils correspondent la plupart du temps soit aux résidences secondaires des plus grandes fortunes, soit à des logements laissés vides car leurs propriétaires spéculent sur les prix de l'immobilier et attendent que les prix augmentent pour revendre.

Laissons donc les étudiant.e.s tranquilles et réquisitionnons ces logements vides, qui ne servent qu'aux spéculations des plus riches alors même qu'il y a plus de 300 000 SDF en France !

Certain.e.s résident.e.s des CROUS commencent à s'organiser en Île-de-France : dans une des résidences concernées, une assemblée générale de résident.e.s a lancé une pétition et la fait circuler dans les 12 cités U réquisitionnées. Ils et elles ont bien raison, c'est par la mobilisation et le rapport de force que ces expulsions pourront être empêchées !

Nous condamnons l'organisation de ces Jeux olympiques qui se fait sur le dos de la main d'œuvre immigrée qui travaille dans des conditions intenable sur les chantiers. Prêts à toutes les économies, patrons et gouvernement marchent main dans la main contre les plus précaires.